

A la suite une correspondance entre Jean-Pierre Lefebvre et Jacques Wajnsztejn donnant lieu à des éclaircissements complémentaires des textes récents de ce dernier auteur.

---

Bonjour,

très intéressante communication qui rejoint nombre de questions que je me pose... Dardot et Laval dans leur gros bouquin Marx (prénom Karl) axent leur approche sur son hésitation entre le déterminisme économique et l'irruption émancipatrice, politique, du mouvement des masses, comme hésitant aussi entre le communisme primaire de Babeuf et Blanqui, centralisé, s'appuyant sur l'État et le communalisme proudhonien prônant l'association des producteurs en une pyramide spontanée, la Commune le faisant opter tardivement plutôt pour l'autogestion... Je pense que cette hésitation est moins celle de Marx que celle de l'histoire réelle... La gauche dite radicale étant toujours obnubilée par l'extension de ses services publics sur un mode brejnévien, pour être poli... La question sempiternelle est celle de la valeur force de travail (impossible à calculer, OK) et des prix... N'y a-t-il pas, au moins à l'échelle du travailleur collectif, à l'aide de la comptabilité habituelle, le moyen de connaître cette valeur de la force de travail et sa part dans les prix, dans l'accumulation ? La crise actuelle n'est-elle pas aussi une crise de surproduction, l'inégalité de la1 répartition se creusant sans cesse, autant que le capital fictif se gonfle ? Avec 2008 n'y a-t-il pas eu retour (contre un Castoriadis brûlant un peu rapidement ses anciennes idoles) de la problématique déterministe, quoique incertaine, du père Marx, avec la maîtrise des flux par l'oligarchie internationale et son réseau d'État on aurait pu croire à la fin des crises ? et de l'histoire ? Ne peut-on dire qu'il y a un effet de rente entre le secteur I et le secteur II, et entre le Nord et le Sud, les multinationales et banques fixant des prix surévalués aux biens fabriqués au Sud, vendus au Nord, en référence avec les prix, la valeur traditionnels en nations industrialisées (secteur I), empochant la différence grâce au coût réel de la force de travail au Sud ?

Autre question : il n'y a plus de prolétariat pour soi : n'y aurait-il pas tout simplement son remplacement par un salariat immensément majoritaire, 92% des actifs en France, (à dominante de force de travail de plus en plus intellectuelle) certes nuancée dans ses strates de revenus, certains mêmes tout petits actionnaires, mais tout autant globalement exploités, précarisés et n'attendant que de devenir classe pour soi pour en finir avec l'État mollement ou durement oligarchique, grâce à une bonne stratégie, une utopie mobilisatrice, par exemple autogestionnaire et de dépérissement de l'État ? Excusez ces vues un peu triviales ..; Autre question : n'y aurait-il pas une classe pour soi en formation : celle des élus réformistes et des hauts fonctionnaires étatiques ?

Bien à vous,  
JPL

---

Bonjour,

Je vais essayer de vous répondre malgré l'abondance des questions.

### **1) Valeur et prix**

Je ne suis pas comptable national mais sur le premier point qui est celui de la détermination de la valeur par rapport au prix, il y a déjà deux problèmes qui sont 1) la connaissance du prix et 2) la connaissance de la valeur. Commençons par les prix. Les études marxistes concrètes sur la question ne considèrent jamais le prix d'une marchandise unique ou même d'un groupe de marchandises. Ils « préfèrent » se baser sur le prix de production total ( $PU \times Q$ ). Ils reproduisent cette opération pour un autre groupement donné de secteurs et ils comparent ensuite avec les coûts de production totaux (assimilés aux valeurs) par le même calcul ( $CT \times Q$ ). Or ces corrélations concernent aussi bien les prix et valeurs que les quantités, ces dernières venant biaiser la corrélation quand il y a de grandes variations. Les spécialistes des corrélations abusives expliquent par ailleurs qu'il est difficile de comparer des prix et valeurs unitaires quand les produits sont trop différents (une bouteille de coca et un autobus par exemple). Pour qu'il y ait une signification il faudrait corréler des prix et valeurs relatives et non pas absolus (prix de la bouteille/prix de l'autobus d'une part; valeur de la bouteille/valeur de l'autobus d'autre part).

Passons maintenant aux valeurs et donc à la valeur-travail. On y trouve la même inconsistance car ce qui est à démontrer, à savoir que la valeur de la force de travail est égale au salaire réel et que le rapport cv/plv correspond au rapport salaires/profits, est en fait présupposé. Nitzan-Bichler expliquent bien cela <sup>1</sup> en citant la conclusion d'une étude statistique : « Pour calculer les taux de plus-value (plv), les flux entrées/sorties des prix de marché [donc les prix, Ndlr] doivent être convertis en flux entrées/sorties du temps de travail » [les valeurs, ndlr] (Wolff : The rate of surplus value in Puerto Rico, journal of political economy, 1983). Mais on peut trouver encore plus étonnant : « le choix des coefficients de travail incorporé ou d'un système de comptabilité des prix de marché ne fait pas beaucoup de différence d'un point de vue pratique pour ce qui concerne les catégories marxistes telles que le taux d'exploitation ou le ratio travail productif/travail improductif dans l'économie réelle. » (Foley : Recent developments in the labor theory of value »; revue of radical political economics, 2000).

De toute façon c'est un peu discuter pour rien dire puisque n'importe quelle anomalie dans un secteur (niveau micro-économique) peut être « rectifiée » par la pratique d'une

comptabilité par agrégats (niveau macro-économique). Ainsi peu importe que la tendance à l'égalisation des taux de profit et au taux d'exploitation soit contredite par la non égalisation des compositions organiques du capital (elle dépend certes de la concurrence entre capitaux et de la concurrence entre travailleurs, mais bien plus, surtout aujourd'hui, de la technique de production du secteur donné) parce que même si les prix (dont les salaires) et profits diffèrent de leurs valeur-travail et de leurs plv de secteur, leurs agrégats demeurent identiques (la somme de tous les prix est égale à la somme de toutes les valeurs-travail) ! Il serait pourtant plus simple de reconnaître que dans les secteurs à forte composition organique du capital, les prix et profits sont plus élevés que les valeurs-travail et inversement, mais évidemment ça ruinerait la tendance à l'égalisation des taux de profit...et tout l'édifice. Par parenthèse, on peut dire que l'accroissement actuel des inégalités de salaires renforce le décrochage entre le monde des prix et celui des valeurs et encore ce décrochage est-il limité statistiquement par le fait que de plus en plus de salariés ne sont plus payés uniquement à partir du salaire et qu'au même titre qu'un patron leur revenu devient un mixte de revenus du travail et de revenus du capital. La distribution sur le « marché du travail » de différentes catégories de travailleurs crée des sortes de sous-marchés auxquels sont attachés des statuts et des salaires bien loin d'être expliqués par les théories de la valeur-travail pour les marxistes ou la valeur-utilité pour les néo-classiques. Pour terminer sur ce dernier point, je dirais que votre remarque sur le « travailleur collectif » ne lève qu'une seule difficulté, celle qui concernait la difficulté de plus en plus grande d'imputer un produit et donc une valeur à un producteur identifiable dans les conditions présentes de production. Marx critiquait déjà cette position dans les Grundrisse en anticipant la « révolution du capital ». Mais elle ne lève pas la seconde qui est de continuer à considérer l'existence d'une sphère des valeurs distincte d'une sphère des prix. D'où les réflexions de Keynes sur les théories de la valeur et le sexe des anges et de Castoriadis sur la métaphysique de la valeur.

## **2) Surproduction, suraccumulation ou capitalisation ?**

S'il y a surproduction, c'est surtout de capital-argent et de capital porteur d'intérêt dont-il s'agit.

L'analyse en terme de surproduction ne tient pas compte du fait que les profits ne font pas que gonfler le capital, mais qu'une partie importante d'entre eux est reversée à l'entrepreneur en tant que personne physique (le profit est à la fois un revenu du capital et un revenu du travail), à des cadres de haut niveau et aux actionnaires. Cela a pour effet d'augmenter une demande de plus en plus basée sur une différenciation des types de consommation (de luxe, « bio », « ethnique », « discount) et un accroissement des inégalités de revenus puisqu'à l'autre pôle du rapport social précarité et chômage se répandent. C'est une situation très différente de celle connue à la phase précédente qui avait été celle des

rattrapages de revenus et d'une démocratisation de la consommation. En période calme de « croissance », la dépendance au revenu du travail a ainsi pu être oubliée puisque la consommation s'est détachée partiellement du revenu du travail (importance de plus en plus grande de la part sociale du revenu + développement du crédit à la consommation). Les conduites des ménages sont alors devenues autant auto-référentielles que les pratiques boursières. Ce n'est que lorsque la crise éclate que la dépendance monétaire pèse de nouveau par son influence sur le revenu du travail (chômage et précarité), sur les revenus sociaux (grignotage des acquis de l'État-Providence) et sur les possibilités de crédit soumises à des conditions plus strictes. Mais là encore nous sommes loin d'une situation de type 1930 (cf. mon point 3 sur la croissance des inégalités)

Mais dans tous les cas, la tendance à la surproduction s'en est trouvée limitée par une adaptation de la production à une consommation toujours en hausse, car de plus en plus différenciée. En fait, la tendance à la « surproduction » est soit organisée dans une optique politique (exemple du productivisme agricole aux États-Unis ou dans la Communauté européenne) soit une résultante inhérente de la forme « société de consommation ». Elle ne présente guère de menace puisqu'elle ne s'accompagne d'aucun mouvement massif de baisse des prix. Les prix importants étant des prix politiques ou des prix d'ententes oligopolistiques (cf. l'automobile sur une même gamme de voiture) ou encore de prix de cartels comme pour les matières premières, surproduction ou pénurie n'entraînent pas de variation importante et donc de crise du type de celle des années 30. Ce n'est plus le profit maximum qui est recherché, mais l'optimisation du profit et la capitalisation (le retour sur investissement pourrait-on dire). Cela permet de maintenir des prix élevés quelle que soit le niveau de production. Les fortes variations ne se produisent donc que sur les quantités marginales comme on le voit pour les variations du prix du pétrole.

Comment parler de crise de surproduction quand à la chaîne fordiste (production vers consommation) a succédé le flux tendu du toyotisme (demande vers offre) avec la tendance aux stocks zéro ? Une tendance qui se répercute d'ailleurs au niveau des hypermarchés qui se retrouvent très souvent en rupture de stocks et incapables de livrer le client sur un produit ou une marque bien définie. En courte période, l'état du marché est considéré comme une donnée relativement stable sur des marchés à la fois très concurrentiels et saturés. Ces marchés ne laissent aucune place à une politique de surproduction qui pourrait constituer une compensation d'une baisse du taux de profit par sa masse. Ce fait est bien illustré par la situation dans l'industrie automobile. Le 2 décembre 2009, le secrétaire confédéral de la CGT, J.Ch.Le Duigou expliquait sur une chaîne de télévision à quel point la stratégie des entreprises industrielle est guidée par cette anticipation d'un profit futur qui doit être anticipée comme une donnée stable et non pas comme un coup de dés aventureux. C'est ce

qui amène Renault à ne plus produire de véhicules haut de gamme avec comme conséquence le développement du chômage partiel dans certaines de ses usines (cf. actuellement Sandouville) parce que le jeu n'en vaut pas la chandelle et à l'inverse à augmenter la production de la Logan dans sa filiale Dacia pour une voiture qui n'aurait dû concerner que le marché des pays de l'Est. Chaque entreprise cherche à avoir le monopole sur un type de modèle (ce que les économistes appellent la « concurrence monopolistique ») de façon à ne pas subir de concurrence au niveau de la compétitivité-prix. La concurrence ne se situe donc qu'au niveau des gains de parts de marché par le biais d'une compétitivité-qualité qui est le fruit d'un travail de longue haleine (de la recherche-développement en amont jusqu'à l'image de marque, les campagnes de pub, la durée de garantie en aval)<sup>2</sup>. Tout au plus peut-on parler de capacités de production excessives à court terme et encore doivent-elles s'apprécier au niveau du marché mondial. Les restructurations actuelles chez Fiat et Peugeot indiquent que seuls les plus gros peuvent se permettre cette surcapacité potentielle même si les difficultés récentes de General Motors montrent l'ampleur de la tâche. Cette branche industrielle fournit un exemple actuel de ce que nous nommons une « reproduction rétrécie ». Continuer à « capitaliser » nécessite de détruire des capacités de production pour maintenir des prix de marché élevés qui s'éloignent toujours plus des prix de production (des valeurs).

Une fois précisée cette critique de la théorie d'une crise de surproduction, il faut encore répondre à ceux qui parlent d'une tendance à la suraccumulation de capital. Elle s'explique de deux façons ; premièrement en tant que suraccumulation de capital fixe (la seule véritablement envisagée par le marxisme orthodoxe), elle est due à une forte concurrence oligopolistique sur des marchés immédiatement mondiaux en partie saturés. Les concentrations qui en découlent poussent à un accroissement des capacités de production potentielles pour pouvoir répondre à des reprises de la demande quand « la destruction créatrice » (Schumpeter) a été opérée au cours de la crise. C'est un phénomène qui a particulièrement touché l'industrie automobile. Mais cette première tendance à la suraccumulation est limitée par plusieurs phénomènes comme premièrement le développement de plus en plus important du secteur des biens de consommation (secteur II) par rapport au secteur des biens de production (secteur I). L.Goldner<sup>3</sup> y voit d'un côté, une source de fictivisation à l'intérieur du procès de production et de l'autre, un processus de fictivisation externe par rapport à la production. Les profits augmentent par décapitalisation puisque tout l'argent ne va pas à l'accumulation de capital productif mais à celle de capital-argent. D'autre part, la fuite en avant dans les innovations technologiques produit ce que L.Goldner appelle la techno-dépréciation qui correspond à une destruction de capital fixe, à une désaccumulation. On retrouve ici notre idée de « reproduction rétrécie ».

Si suraccumulation il y a, elle provient des pays émergents et surtout de la Chine, mais elle présente des caractères tellement spécifiques que cela ne peut refonder une analyse en terme de surproduction à venir. En effet, l'accumulation du capital en Chine n'est phénoménale que parce qu'elle est encore quantitative et relative à un niveau d'origine très bas. La Chine n'est pas encore une société capitaliste même si le capital s'y développe rapidement. La suraccumulation y est produite par une hypertrophie du secteur des biens de production par rapport au secteur des biens de consommation que seul un pouvoir despotique peut maintenir à un tel niveau parce que la Chine ne forme pas encore une société civile et se construit sur la base de nombreux modes de production qui coexistent encore (MPA et MPC). Pour cette raison, le secteur des biens de consommation courant n'existe que pour une demande étrangère encore limitée et une couche moyenne en formation dont le nombre tient plus à la structure démographique du pays qu'à un véritable développement de ce secteur. Deuxièmement, la suraccumulation est aussi suraccumulation de liquidités (une grosse différence avec une crise du type de celle des années 1930) avec d'une part les énormes réserves de pays émergents comme la Chine qui bloquent leur consommation intérieure ou le financement de systèmes de sécurité sociale et d'autre part les énormes réserves des pays de la rente pétrolière, sans parler de ce qui provient des paradis fiscaux et du blanchiment de « l'argent sale ». Toutes ces réserves alimentent une « reproduction rétrécie » du capital en finançant dettes (c'est-à-dire une reproduction simple par transfert dû au captage de richesse) et futurs projets de développement dont certains relèvent de la mégalomanie (cf. le devenir récent de Dubaï) ou de l'infinitésimal (l'innovation en dehors de l'idée de progrès dans le but d'administrer un éternel présent).

### **3) Sur la question de l'accroissement des inégalités, il me semble qu'il faut distinguer trois choses :**

Tout d'abord, l'accroissement concerne surtout un accroissement des inégalités de revenus mais pas un accroissement des inégalités de salaires (par exemple en France l'indice de dispersion des salaires tournent toujours autour de 1 à 3). Le premier est lié au fait que les revenus du capital augmentent plus vite depuis trente ans que les revenus du travail d'une part, qu'il y a de plus en plus de personnes qui touchent un revenu qui prend la forme de revenu du capital (immobilier de rapport ou mobilier sous forme d'actions ou de stocks options), alors qu'ils ont déjà un revenu du travail (ce ne sont donc pas des rentiers) ; ensuite, au niveau des inégalités de salaires, il n'y a vraiment que dans les pays anglo-saxons que la différence est éclatante, mais en Europe, cela ne se repère guère statistiquement et uniquement aux extrêmes. Des phénomènes contraires à cet accroissement jouent, particulièrement en France : nombre élevé de femmes au travail et resserrement des inégalités de salaires H/F, maintien d'un SMIG, part importante de l'emploi

public ; enfin, les inégalités croissent surtout hors-salariat, de part les difficultés à trouver ou retrouver un emploi, le début de ghettoïsation de certaines banlieues. Par ailleurs, l'accroissement de la pauvreté qui est réelle ne correspond pas forcément à un accroissement des inégalités (cf. la situation des familles monoparentales).

#### **4) Une réorganisation globale de la puissance qui ruine les anciens schémas de pensée**

Les discussions en termes Nord/Sud me semblent caduques à l'heure de la globalisation/mondialisation même si une partie de l'Afrique semble rester en marge de ce mouvement d'ensemble. A la limite il vaut mieux employer le terme de « pays émergent » et considérer la nouvelle division internationale du travail à cette aune là. Le Brésil, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud ne sont plus des pays « du Sud » et ils ne sont pas non plus que des « pays-ateliers » car ils financent et réalisent des innovations importantes grâce à l'ampleur de leurs fonds souverains ; ils participent aussi au financement de l'économie mondiale et à la « gouvernance » globale quand on voit le responsable de la banque centrale chinoise commenter les taux de change du \$ et de l'Euro et même « faire la leçon ». Les Émirats, de leur côté sont certes aussi des pays de la rente qui donnent parfois dans les dépenses somptuaires, mais eux aussi investissent, prêtent. Nous sommes loin de l'époque du tiers-mondisme dans laquelle Samir Amin pouvait parler de la nécessaire « déconnexion » à entreprendre pour les pays dominés (voir comment aujourd'hui tous les pays africains votent avec les États-Unis pour s'opposer à toute mesure de défense de l'environnement ou à un contrôle d'un libre-échange sauvage dont ils ne peuvent pourtant sortir tous vainqueurs). Même si on conserve une classification Nord/Sud, le Nord ne tire pas une rente du Sud ; il exerce plutôt un captage de richesses, mais ce captage est aussi Sud/Sud quand on voit des États de certaines de ces régions racheter des terres aux autres sans mener de véritables politiques impérialistes de guerre ou de conquête <sup>4</sup>. Ce que nous décrivons comme une restructuration mondiale en trois niveaux diffère profondément des situations antérieures qui avaient vu éclore les théories traditionnelles de l'échange international (théorie des avantages comparatifs absolus ou relatifs de Smith et Ricardo) ou même de la théorie tiers-mondiste de l'échange inégal (Emmanuel, Amin).

#### **5) La recherche perdue d'une nouvelle « composition de classe ».**

Je reprend ici le vocable des opéraïstes italiens (de l'ouvrier-masse à l'ouvrier-social), mais on pourrait aussi repartir de la vaine recherche du sujet par Marcuse. Comme le discours sur une « classe universelle » du tous salariés remplaçant le prolétariat, elles représentent des tentatives courageuses de sortie de l'impasse théorique et pratique du matérialisme historique centrée sur la mission du prolétariat. Mais ce sont des visions datées car elles

sont l'expression d'une période d'entre-deux entre les défaites du dernier soulèvement prolétarien (au sens large) que nous ayons connu (1968 à 1977) et des restructurations et un retournement idéologique à la base de ce que nous appelons « la révolution du capital ». Cette classe universelle a certes été théorisée (par exemple par la revue *Invariance*), mais elle n'a jamais existé. On peut même dire qu'elle a explosé avant même d'exister. En effet, elle n'a plus grand chose à voir avec ce qu'elle pouvait être à la fin des Trente glorieuses. Le salariat pur a tout d'abord amorcé son déclin numérique (développement de contrats commerciaux de travail, du travail à la tâche et indépendant comme dans le transport routier ou chez les intermittents du spectacle, mode de l'auto-entrepreneuriat, salaires des cadres mixés à des formes nouvelles comme les stocks-options etc), même s'il reste un « système » qui organise encore les rapports sociaux (les chômeurs ne sont pas des exclus mais des salariés, la protection sociale est encore organisée à partir de la position de salarié potentiel) ; ensuite, et à la suite, les « conditions objectives » se sont fragmentées au lieu de s'unifier : existence de plusieurs sous-marchés du travail, de plusieurs statuts avec les formes précaires en augmentation, individualisation des salaires et priorité aux compétences nouvelles par rapport aux anciennes qualifications malgré le maintien des conventions collectives, développement des activités de service avec croissance parallèle mais en sens opposé d'un travail de type cognitif d'une part, d'un travail de type domestique d'autre part. Il en est de même des conditions subjectives : les salariés des anciennes qualifications s'opposent à la mondialisation et à l'Europe des technocrates, adoptent des positions corporatistes pour la défense de l'emploi et sont tentés par des votes souverainistes et xénophobes, alors que les cadres et professions intellectuelles sont certes de gauche, mais tendance libérale/libertaire et écologiste (Le Front de gauche de gauche a essayé vainement de faire le lien, en fait le grand écart, entre ces positions inconciliables.

## **6) Il n'y a plus ni Weltanschauung bourgeoise ni programme prolétarien**

Il me semble au contraire que nous sommes dans une période historique de grande indétermination. D'un côté on ne trouve pas de véritable vision de long terme de la part des forces de domination et ce malgré les grands sommets et l'apparition de notions comme celle de « développement durable ». On peut dire qu'il n'y a pas de véritable stratégie de la part de ce que nous appelons le niveau 1 de la domination car ses composantes sont trop hétérogènes et c'est souvent le court terme qui est privilégié. L'intérêt bien compris aussi bien entre États, par exemple dans les rapports États-Unis-Chine, qu'entre les entreprises oligopolistiques et les États ne conduit pas à une ligne de pensée, à une direction unique. Autre exemple, l'Allemagne conduit envers et contre tout (et ce ne sont ni la Bundes Bank ni Krupp-Thyssen qui mènent le bal), une politique déflationniste désavouée par pratiquement tous « les grands » de ce monde. D'un autre côté, celui des dominés, il y a une



indétermination des conditions et même des possibilités de sortie du capitalisme. Il n'y a plus de « programme ouvrier » ou prolétarien et encore moins de partis qui le porteraient. Indétermination donc dans les formes de lutte et les pratiques à contenu de résistance, de révolte ou à caractère subversif, d'où le succès du livre de Essel, les mouvements « d'indignés » et à un niveau plus marginal, la « tentation insurrectionniste ». Nous sommes ici loin de toute stratégie politique et même de simple perspective de sortie du capitalisme. Le mouvement espagnol pour la « démocratie réelle » ne fait allusion à rien de précis car même et surtout historiquement, que peut bien vouloir dire pour un espagnol, une « démocratie réelle » ? En tout cas ces nouveaux mouvements ne font absolument pas référence à une quelconque autogestion puisqu'ils naissent en dehors de la sphère du travail. Le temps de l'autogestion (quoiqu'on en pense sur le fond) est passé en même temps que sont passées les années 1960-début 1970 (autogestion yougoslave et algérienne, autogestion de la vie quotidienne chère aux situationnistes, autogestion chez Lip). L'autogestion faisait encore partie du programme prolétarien même si cette perspective est toujours restée minoritaire au sein de ce programme, confiné dans ses marges anarchistes ou conseillistes. Elle participait encore de l'affirmation de la classe, d'une identité de classe introuvable aujourd'hui. Elle participait aussi encore de l'idéologie industrialiste et de progrès mettant en cause le profit et les patrons, mais pas le système productif lui-même (Montebourg et son ministère du redressement industriel en est une caricature). Autogérer un arsenal, l'usine de la Hague, un élevage de poulets ou de porcs bretons, une production de 4x4 ? Nein danke !

Voilà pour l'instant, je pense avoir fait un peu le tour des questions soulevées. Des éléments complémentaires se trouvent dans mes notes autour du livre de Nitzan et Bichler, notes que je pense vous avoir adressées il y a une quinzaine de jours...

Jacques Wajnsztein

Notes de bas de page :

1. Cf. Nitzan et Bichler Le capital comme pouvoir, Max Milo, 2012, p. 169-170.[↩]
2. Cela montre l'inanité du discours sur un nécessaire « choc de compétitivité » pour l'industrie française.[↩]
3. Cf. Loren Goldner : « Sur le capital fictif », traduction de la revue Echanges. 2003. Ce texte est reproduit dans un volume 1 des écrits de cet auteur rassemblés sous le titre Nous vivrons la révolution, éd. Ni patrie ni frontières. 2008. Nous renvoyons aussi à nos échanges avec Loren Goldner dans ce même n°15 de Temps critiques.[↩]
4. Je ne comprends pas ce que vous appelez secteur I et secteur II. Pour moi le secteur I est celui des biens de production et le secteur II celui des biens de consommation, mais

il y a belle lurette que les pays occidentaux sont concurrencés sur le secteur I et pas seulement sur le II (cf. les secteurs de la sidérurgie, des chantiers navals, de l'informatique, de l'automobile avec la Corée du sud etc).

[↔]